

# cOup dE GueUle !!!

## Ça ne s'arrêtera pas

Après les mobilisations du début de l'année, de celles du printemps, les 15 et 22 mai sont venus marquer fortement l'actualité sociale de ce (presque) début de l'été.

Ces mouvements massifs ont de nouveau démontré que l'ensemble du monde du travail n'est pas disposé à accepter régressions sociales après régressions sociales. Tout au contraire, que ce soit en matière de Fonction publique ou de retraite, les salariés ont exprimé leur volonté que seul le progrès social et l'intérêt général orientent les réformes à mettre en œuvre.

Le Président de la République et son gouvernement persistent à ne rien vouloir entendre. Pire, ils entendent restreindre le droit de grève en contraignant les personnels enseignants à se déclarer grévistes au moins 48H à l'avance et en utilisant les personnels territoriaux pour remplacer les grévistes.

Si nos ultra-libéraux de dirigeants comptent ainsi décourager les agents et tablent sur l'essoufflement du mouvement, ils se trompent lourdement.

Les 10 et 17 juin sont déjà là pour souligner que l'heure n'est pas au renoncement.

Pour sa part, l'UGFF-CGT continuera de tout mettre en œuvre pour que le mouvement social et revendicatif perdure, se renforce et s'amplifie

## La soupe est servie

Nicolas Sarkozy avait prévenu : Il sera le président du pouvoir d'achat. Certes, vous, moi, le salarié x ou y, le retraité z, peuvent, au vu de l'évolution de leur feuille de paie ou de leur bulletin de pension, légitimement douter que leur nouveau président tiendra sa promesse. Et bien en y regardant de plus près, il serait injuste de l'accuser d'échecs sur toute la ligne. D'abord il y a eu son propre cas : + 170%, on ne peut pas dire qu'il n'a rien fait. Et puis maintenant on vient d'apprendre que les patrons des 40 plus grandes entreprises françaises ont vu leurs revenus de 2007 progresser de +58% en moyenne (et qu'on ne vienne pas me dire que nos gouvernants n'y sont pour rien et donc que ceux qui sont en capacité de légiférer pour nous imposer des reculs tous azimuts ne pourraient pas le faire sur les stock options, la fiscalité des dividendes ou encore le niveau et le nombre de jetons de présence par exemple!). Et encore cela ne représente t il qu'une infime, très infime, partie des fabuleuses masses financières qui enflent, nourries par la surexploitation du travail, de territoires, de pays entiers, et qui abandonnent quelques miettes (mais si, mais si) pour récompenser leurs fidèles serviteurs, comme elles arrosent leurs actionnaires.

Pendant ce temps là notre pouvoir d'achat s'effondre, l'âge de la retraite devrait encore reculer, les pensions diminuer, on veut encore plus flexibiliser le travail pour allonger encore sa durée, on fait appel à des heures en supplément pour gagner quatre sous de plus... sans compter la malnutrition qui gagne du terrain à travers le monde, et la famine qui menace des zones entières de la planète...

Et on voudrait nous faire plier l'échine devant ce qu'ils appellent l'ordre des choses. Et l'on voudrait qu'on n'éclate pas de rire lorsque le MEDEF, organisation des patrons, et tout particulièrement des grands patrons, vient nous dire qu'il consulte son « comité d'éthique » sur le sujet de ces rémunérations. Décidément rien ne nous sera épargné !

## Le trait de l'actu.

ILS JOUENT LA MÊME PARTITION



POUR TESTER L'OPINION ...

par PJ